

du Régime de rentes du Québec. Les nouvelles émissions nettes d'obligations par les administrations municipales se sont élevées à 199 millions. Les sociétés ont eu recours aux obligations pour un montant de 1.475 millions, et pour ce qui est des autres institutions la valeur nette de leurs nouvelles émissions en 1971 s'est établie à 56 millions.

Les obligations du gouvernement du Canada ayant des échéances de dix ans ou plus rapportaient 6,56% au 31 décembre 1971, contre 6,99% un an auparavant. Les chiffres correspondants pour les émissions provinciales étaient de 7,75% et 8,25%, et pour celles des administrations municipales de 7,85% et 8,74%.

En 1971, les effets des sociétés de financement et de prêts ont augmenté de 188 millions de dollars, et les acceptations bancaires de 8 millions. Le rendement des effets à 90 jours des sociétés de financement a baissé considérablement, passant de 5,50% à la fin de 1970 à 4,32% à la fin de 1971.

Obligations en cours. A la fin de 1971, la valeur totale des obligations en cours des administrations publiques et des sociétés s'élevait à 77,034 millions de dollars, soit 9% de plus qu'en 1970 et 48% de plus qu'en 1966. Au cours de la période 1966-71, l'augmentation la plus importante a été celle de la dette obligataire des administrations provinciales (77%). Cette augmentation prend en compte les émissions détenues par la Caisse de placement du Régime de pensions du Canada et la Caisse de dépôts et placements du Québec depuis l'entrée en vigueur des régimes en 1966. Entre 1966 et 1971 la valeur des obligations en cours des sociétés a augmenté de 49% et celle des obligations des administrations municipales de 24% (tableau 19.26).

Répartition des obligations par détenteur. Le tableau 19.27 donne la répartition estimative au 31 décembre 1971 des obligations des administrations publiques et des sociétés entre les principaux acheteurs de titres. Les administrations publiques et les institutions financières indiquées dans le tableau détenaient plus de la moitié du montant total; le reste était partagé entre les non-résidents (environ 19%) et tous les autres résidents (28%). Sur ces 28%, cependant, les avoirs des particuliers sous forme d'obligations d'épargne du Canada figuraient pour 13%. Les principaux détenteurs d'obligations parmi ceux qui ont été retenus étaient les banques à charte (12% du total), les régimes de pensions en fiducie (8%) et les compagnies d'assurance-vie (7%).

19.3 Assurances

Environ 900 compagnies et sociétés d'assurances exercent leur activité au Canada. Toutes sont autorisées ou enregistrées par les autorités provinciales; à la fin de 1971, 435 étaient enregistrées par le Département fédéral des Assurances. On trouvera dans les divers rapports des Surintendants des Assurances des provinces des renseignements détaillés sur les genres d'assurances que chaque compagnie ou société peut offrir ainsi que des données statistiques. La statistique financière des compagnies à enregistrement fédéral et des sociétés de secours mutuels paraît dans le *Rapport du Surintendant des Assurances du Canada*, qui est publié chaque année en trois volumes.

19.3.1 Assurance-vie

Le montant total de l'assurance-vie en cours au Canada s'élevait à la fin de 1971 à 133,345 millions de dollars, dont 92% environ ont été souscrits par des compagnies à enregistrement fédéral et des sociétés de secours mutuels. Le reste a été souscrit par des compagnies et sociétés autorisées par la province seulement.

A la fin de 1971, 134 compagnies étaient enregistrées auprès du Département fédéral des Assurances et pouvaient vendre de l'assurance-vie (50 canadiennes, 13 britanniques et 71 étrangères). Il y avait également 46 sociétés enregistrées de secours mutuels (15 canadiennes et 31 étrangères).

Le chiffre d'affaires des compagnies à enregistrement fédéral au Canada a grimpé de 91 millions de dollars en 1880 à 121,891 millions à la fin de 1971. Le tableau 19.28 donne les chiffres à partir de 1880 concernant les montants des nouvelles assurances souscrites au cours de l'année indiquée et une analyse des montants en cours en fin d'année chez les compagnies canadiennes, britanniques et étrangères. Les compagnies canadiennes ont déclaré une somme additionnelle de 35,275 millions de dollars en cours à l'extérieur du Canada à la fin de 1971.

Au cours de 1971, on a dénombré plus de 678,000 nouvelles polices d'une valeur de près de 16,000 millions de dollars. Plus de 130,000 polices d'une valeur de plus de 528 millions de